

Conseil politique :

Des villes plus sûres, résilientes, capables de répondre aux crises et durables

CONSEILLER·E·S POLITIQUES

Coprésident·e·s

Fatimetou Abdel Malick, présidente du Conseil régional de Nouakchott (Mauritanie)

Johnny Araya, maire de San José (Costa Rica), président de FLACMA, coprésident de CGLU

M. Sami Kanaan, maire de Genève (Suisse), coprésident du Groupe de travail permanent de CGLU sur la prévention et la gestion territoriales des crises

Jérôme Auslender, adjoint au maire de Clermont-Ferrand (France)

Jordi Ballart, maire de Terrassa (Espagne)

Fernando Gray, maire d'Esteban Echeverria (Argentine)

Gunn Marit Hegelsen, première vice-présidente de l'Association des autorités locales et régionales de Norvège (KS - Norvège), coprésidente du Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE)

Alexandre Kalil, maire de Belo Horizonte (Brésil)

Ridwan Kamil, gouverneur de la province de Java occidentale (Indonésie)

Hüseyin Keskin, maire de Sultanbeyli (Turquie)

Lee Hae-kyeong, directrice générale du Bureau de coopération internationale de Séoul (Corée du Sud)

Almuneda Maíllo, conseillère municipale de Madrid (Espagne), secrétaire générale de l'Union des capitales ibéro-américaines (UCCI)

Rob Metz, maire de Soest (Pays-Bas)

Paola Pabón, gouverneure de Pichincha (Equateur)

Pudence Rubingisa, maire de Kigali (Rwanda)

Mohamed Sefiani, maire de Chefchaouen (Maroc), président du Forum des villes intermédiaires de CGLU

Francisco Tojas, maire de Las Cabezas de San Juan (Espagne), coprésident de la Commission de CGLU sur le développement économique et social local

Sladana Zivkovic, adjointe au maire de Dijon (France)



BRIEFING

Le **Conseil politique sur des villes plus sûres, résilientes et durables, capables de répondre aux crises** a travaillé à la promotion du rôle des gouvernements locaux lors de la création de l'Alliance mondiale pour les crises urbaines, et a souligné le rôle que les gouvernements locaux et régionaux peuvent jouer en matière de transition écologique vers une résilience mondiale.

La Déclaration sur les droits de l'humanité, adoptée par le Conseil mondial de Durban, a été débattue en premier lieu au sein du Conseil politique.

Pour le mandat 2021, le Conseil politique fera un pas en avant dans le plaidoyer de CGLU et sa stratégie sur la transition écologique pour une résilience mondiale, avec l'inclusion d'une approche

et de messages renouvelés sur la nature, les systèmes vivants et le climat, ainsi que sur les modèles de développement, tout particulièrement à l'ère post-COVID. Il s'agit d'envisager la résilience mondiale comme la base de la transformation, en tenant compte du mode de vie de l'humanité, des systèmes naturels et des liens entre monde rural et urbain.

La diffusion de la Déclaration sur les droits de l'humanité parmi les membres de CGLU représentera un mécanisme de soutien important pour le Conseil politique en 2021. Tel qu'approuvé lors des réunions statutaires de 2019, cela permettra une plus grande appropriation locale de la Déclaration et des chemins qu'elle propose.